

Renverser la tendance : cerner et combattre l'intimidation ciblant les personnes LGBTQ+

*Mémoire présenté au Ministère de la Famille en vue
du prochain Plan d'action pour prévenir et contrer
l'intimidation et la cyberintimidation*

Table des matières

Introduction	3
L'intimidation : révélateur de tendances sociales nuisibles au vivre-ensemble	4
Recommandations	5
1. Reconnaître les traits distinctifs de l'intimidation fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (OSIEG) et les formes qu'elle peut prendre	5
2. Soutenir le milieu scolaire et les milieux familiaux dans la prévention et l'intervention face à l'intimidation des jeunes fondée sur l'OSIEG.....	5
3. Renforcer les compétences des intervenant-es et des organisations pour leur permettre de prévenir et d'intervenir face à l'intimidation fondée sur l'OSIEG	5
4. Soutenir financièrement le milieu communautaire LGBTQ+ et collaborer avec les organismes LGBTQ+ afin de prévenir et de lutter contre l'intimidation fondée sur l'OSIEG	6
5. Développer des normes et des mécanismes concrets permettant d'intervenir efficacement pour prévenir et lutter contre la cyberintimidation fondée sur l'OSIEG.....	6
6. Déterminer un cadre de suivi et d'évaluation pour le prochain <i>Plan</i> afin de garantir la mise en œuvre des mesures proposées et d'assurer l'engagement continu des agent-es responsables de les appliquer	6
Vers un Plan ambitieux, à l'image des valeurs québécoises	7
Contributions des membres au mémoire.....	8
AGIR Montréal.....	9
Aide aux trans du Québec (ATQ)	11
Archives gaies du Québec.....	13
CALACS de l'Ouest-de-l'Île	15
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal (CCLGBTQ)	17
Cercle autochtone 2SLGBTQ+/ Cercle 2S Indigiqueer.....	19
Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres	21
La Débrouille.....	22
Le Dispensaire	24
Divergenres.....	26
Divers-gens.....	28
Diversité 02.....	32
Espace LGBTQ+.....	34
Fierté Montréal.....	36
GRIS Montréal.....	38
GRIS Québec	40
Geipsi	42
I.R.I.S Estrie	44
Le JAG.....	46
Jeunesse Idem	48
Jeunesse Lambda.....	49
Les 3 sex*	51
QueerTech	53
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	55
Trans Mauricie Centre-du-Québec	56
Références	58
Notes de fin	59

Introduction

Alors que les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queer et plus (LGBTQ+) reculent à travers le monde, nous saluons l'initiative du gouvernement du Québec de renouveler son *Plan d'action pour prévenir l'intimidation et la cyberintimidation*. Nous souhaitons trouver dans le *Plan* des engagements fermes et spécifiques qui ciblent l'intimidation fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre (OSIEG). Ces engagements, qui plus est, doivent passer par des mesures concrètes, appuyées sur des objectifs mesurables et des obligations claires qui rendent imputable chaque ministère ou organisme collaborateur.

L'intimidation envers les personnes LGBTQ+ revêt des formes spécifiques qu'il est important de distinguer. Comme le souligne la ministre Martine Biron dans l'introduction du dernier *Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie (2023-2028)*, « [l]es personnes LGBTQ+ continuent de subir de la discrimination, de l'intimidation et du harcèlement, souvent dans des espaces qui devraient être sécuritaires, tels que les écoles, les lieux de travail et l'espace public. » Il est fondamental de reconnaître la spécificité des expériences des personnes LGBTQ+ pour adapter les stratégies d'intervention et garantir leur efficacité.

Pour les personnes LGBTQ+, l'intimidation s'imisce dans pratiquement toutes les sphères : les écoles, les milieux de travail, les familles, mais aussi dans la rue, dans l'autobus, à la piscine municipale. L'intimidation touche nos communautés à tout âge et à toute étape de la vie.

L'intimidation envers les personnes LGBTQ+ a connu une hausse alarmante au cours des dernières années. Cette augmentation, alimentée par la désinformation et amplifiée par les réseaux sociaux, contribue à un climat d'hostilité croissante. La lutte contre l'intimidation constitue un moyen essentiel de garantir aux personnes LGBTQ+ un environnement sécuritaire et inclusif, à condition qu'elle soit mise en œuvre avec conviction et fermeté.

Ce mémoire présente nos recommandations, qui s'appuient sur l'expertise développée en continu dans nos activités de concertation avec nos membres. Il s'accompagne des contributions directes de ces derniers par l'entremise de lettres qui témoignent des réalités touchant les populations spécifiques qu'ils desservent.

Présentation de l'organisme

Fondé en 1993, le Conseil québécois LGBT veille à faire respecter les droits juridiques, sociaux et institutionnels de l'ensemble des communautés LGBTQ+ du Québec. Nous le faisons en partenariat avec notre riche réseau de membres, comptant à l'heure actuelle plus de 85 organismes LGBTQ+ basés partout au Québec. Notre mission de porte-parole auprès des gouvernements et des décideur·euses se fonde sur la richesse de notre réseau et accorde une place centrale à la concertation, que nous menons en continu.

L'intimidation : révélateur de tendances sociales nuisibles au vivre-ensemble

Le présent mémoire conçoit l'intimidation et la cyberintimidation des personnes LGBTQ+, comme **un révélateur des tendances sociales et politiques** qui affectent de manière disproportionnée certaines populations au sein de la société québécoise, notamment les personnes bispirituelles, lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queers et non-binairesⁱ, et plus largement les femmesⁱⁱ et les jeunesⁱⁱⁱ. Trois tendances majeures illustrent actuellement les ramifications de l'intimidation.

Premièrement, il faut constater que la **prolifération de discours empreints de désinformation**^{iv} à propos de la diversité des corps sexués, des genres et des orientations sexuelles s'accélère^v. L'émergence de nouvelles tactiques de manipulation de l'information en ligne durant la pandémie de COVID-19^{vi} a contribué à cette accélération. La dérégulation des sociétés médiatiques et la monétisation des contenus en ligne^{vii} contribuent aussi à cette accélération^{viii} au détriment de sources d'informations fiables, c'est-à-dire, non seulement conformes aux normes journalistiques, mais aussi confirmées par des recherches scientifiques rigoureuses. La crise de la croyance envers les institutions scientifiques et les médias traditionnels est un terreau du sentiment anti-LGBTQ+ et de l'intimidation envers les personnes LGBTQ+.

Deuxièmement, l'intimidation des minorités sexuelles et de genre s'intensifie dans le contexte actuel d'**augmentation des polarisations sociales**^{ix}, qui viennent complexifier l'éducation au vivre-ensemble. Par exemple, la recrudescence des discours misogynes et masculinistes, par l'intermédiaire de la manosphère en ligne, oppose l'accomplissement individuel des hommes avec le vivre-ensemble dans le respect des diversités, banalisant par là-même la discrimination sexiste et hétérocissexiste. Cette banalisation d'idéologies teintées de sexisme et de sentiment anti-LGBTQ+ affecte actuellement le paysage de la lutte contre **la radicalisation et l'extrémisme violents** au Québec.

Troisièmement, il faut comprendre l'intimidation des personnes LGBTQ+ comme une manifestation de **l'érosion des droits fondamentaux**, comme la liberté d'opinion et d'expression et les droits à l'intégrité, à la santé et à l'éducation. Dans notre travail, nous constatons un relativisme grandissant opposant des opinions individuelles avec les droits fondamentaux des minorités dans notre société^x. La mise en péril des droits fondamentaux envoie un message de tolérance envers les dynamiques d'intimidation quotidiennes. Nous constatons aussi que des acquis sont remis en cause, notamment pour contester les droits à la santé et à l'intégrité des personnes effectuant un parcours de transition médicale. Plus encore, les personnes de nos organismes LGBTQ+ qui travaillent directement avec la population subissent de plus en plus d'intimidation et de violence directes. Les élèves tiennent à leur égard des propos homophobes ou transphobes, des enseignant·es manifestent ouvertement leur hostilité, des kiosques sont vandalisés. **La recrudescence de comportements violents** cause évidemment une grande détresse psychologique et de l'épuisement chez les travailleur·euses du milieu communautaire LGBTQ+.

Dans ce contexte social et politique alarmant, le nouveau *Plan* doit contenir des mesures concrètes de lutte contre l'intimidation – intervention directe, soutien aux enseignant·es et aux prestataires de soins de santé et de services sociaux, lutte contre les discriminations – mais aussi un engagement ferme du gouvernement envers la prévention de l'intimidation en amont, qui passe par l'amélioration de la littératie scientifique et de l'éducation aux médias et à l'information.

Recommandations

1. **Reconnaitre les traits distinctifs de l'intimidation fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (OSIEG) et les formes qu'elle peut prendre**
 - 1.1. Nommer l'orientation sexuelle, l'expression de genre et l'identité de genre comme des motifs spécifiques d'intimidation.
 - 1.2. Définir clairement les formes particulières d'intimidation vécues par les personnes LGBTQ+, telles que le dévoilement forcé (*outing*) et les insultes LGBTQphobes.
 - 1.3. Spécifier les milieux et les contextes dans lesquels les personnes LGBTQ+ sont à haut risque de subir de l'intimidation (milieux sportifs, milieux scolaires, etc.).
2. **Soutenir le milieu scolaire et les milieux familiaux dans la prévention et l'intervention face à l'intimidation des jeunes fondée sur l'OSIEG**
 - 2.1. Accompagner les enseignant·es et le personnel scolaire dans l'enseignement des contenus obligatoires en matière d'éducation à la sexualité dans le programme Culture et citoyenneté québécoise (CCQ) pour que les questions concernant l'OSIEG soient couvertes de façon adéquate.
 - 2.2. Outiller les enseignant·es et le personnel scolaire pour leur permettre de reconnaître l'intimidation fondée sur l'OSIEG, de mieux la prévenir et d'intervenir efficacement auprès des jeunes qui intimident ou qui subissent de l'intimidation.
 - 2.3. Garantir aux jeunes LGBTQ+ l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires dans leur milieu scolaire, afin de limiter ou d'éliminer les risques d'intimidation.
 - 2.4. Bonifier les ressources et le soutien offerts aux parents pour leur permettre de mieux identifier, prévenir et intervenir auprès de leurs enfants en cas d'intimidation fondée sur l'OSIEG.
3. **Renforcer les compétences des intervenant·es et des organisations pour leur permettre de prévenir et d'intervenir face à l'intimidation fondée sur l'OSIEG**
 - 3.1. Former et sensibiliser les intervenant·es des services publics (services sociaux, prestataires de soins de santé, etc.) à la détection de l'intimidation fondée sur l'OSIEG et aux pratiques de prévention et d'intervention adéquates, autant auprès des victimes que des personnes perpétratrices.
 - 3.2. Former et outiller les organisations engagées dans la lutte contre l'intimidation pour leur permettre de reconnaître les formes d'intimidation particulières qui touchent les personnes LGBTQ+, ainsi que de bonifier et d'adapter leurs pratiques de prévention et de soutien aux victimes.

4. Soutenir financièrement le milieu communautaire LGBTQ+ et collaborer avec les organismes LGBTQ+ afin de prévenir et de lutter contre l'intimidation fondée sur l'OSIEG

- 4.1. Créer des partenariats et des relations de collaboration avec les organismes communautaires LGBTQ+ pour développer une offre de formation et de sensibilisation à propos de l'intimidation fondée sur l'OSIEG.
- 4.2. Soutenir financièrement les organismes communautaires LGBTQ+ qui œuvrent à la prévention de l'intimidation fondée sur l'OSIEG ou qui offrent des services de soutien aux victimes.
- 4.3. Prévoir dans le *Programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation* des fonds réservés pour le développement de projets visant la lutte contre l'intimidation des personnes LGBTQ+ et prioriser les projets menés par des organismes communautaires LGBTQ+.
- 4.4. Promouvoir, auprès du grand public, les services des organismes communautaires compétents en matière de prévention de l'intimidation fondée sur l'OSIEG et de soutien aux victimes.

5. Développer des normes et des mécanismes concrets permettant d'intervenir efficacement pour prévenir et lutter contre la cyberintimidation fondée sur l'OSIEG

- 5.1. Imposer aux plateformes numériques des normes claires de modération et de sanction des contenus haineux pouvant mener à l'intimidation.
- 5.2. Mettre en place des mécanismes de signalement accessibles et efficaces pour détecter, documenter et réagir efficacement en cas d'intimidation et s'assurer que ces mécanismes permettent de distinguer les motifs et les formes d'intimidation, notamment l'intimidation fondée sur l'OSIEG.

6. Déterminer un cadre de suivi et d'évaluation pour le prochain *Plan* afin de garantir la mise en œuvre des mesures proposées et d'assurer l'engagement continu des agent-es responsables de les appliquer

- 6.1. Mettre en place un plan de suivi auprès des ministères, des institutions et des organisations gouvernementales responsables de l'application des mesures définies par le *Plan d'action contre l'intimidation et la cyberintimidation*.
- 6.2. Déterminer des objectifs clairs et mesurables permettant d'évaluer l'efficacité des mesures mises en place tout au long de l'application du prochain *Plan d'action contre l'intimidation et la cyberintimidation*.

Vers un Plan ambitieux, à l'image des valeurs québécoises

L'intimidation et la violence envers les personnes LGBTQ+ s'est décuplée dans les dernières années, alimentées par la polarisation sociale grandissante et la prolifération de la désinformation. Les organismes LGBTQ+ se mobilisent pour faire front commun devant cette vague de haine, mais la non-reconnaissance de nos expertises et le manque de courage politique du gouvernement dans la protection de nos droits compromettent nos efforts et, pire encore, exposent parfois nos communautés à davantage de violence. Sans un soutien gouvernemental fort, la portée de nos actions demeure limitée.

La création du comité des sages en décembre 2023, suivi par l'interdiction de la construction des toilettes mixtes dans les écoles en mai 2024, sont des exemples probants de décisions politiques découlant d'une panique morale portée par une vague de désinformation. Il est essentiel que le gouvernement soit un rempart face au danger que la désinformation représente pour le respect des droits de populations vulnérables. Devant la montée constante de la haine envers nos communautés, il est de la responsabilité du gouvernement de s'engager entièrement et concrètement à créer une société exempte d'intimidation fondée sur l'OSIEG.

Enfin, bien que le renouvellement du *Plan* soit un pas dans la bonne direction, il est important de nommer que la montée de la haine et de l'intimidation est un symptôme de l'effritement grandissant de notre tissu social. Le gouvernement doit reconnaître la menace que représente cet effritement, agir pour notre démocratie et protéger la culture du vivre-ensemble propre au Québec.

Contributions des membres au mémoire

Nos recommandations doivent impérativement être analysées en considérant aussi les contributions de nos membres présentées aux pages suivantes. Le Conseil québécois LGBT a priorisé la formulation de recommandations globales qui n'offrent qu'un portrait partiel des besoins particuliers des communautés LGBTQ+. Nos membres, issus de nombreuses régions du Québec, possèdent des connaissances et des expertises uniques qu'il est absolument nécessaire d'intégrer pour que le prochain *Plan* puisse prévenir et intervenir efficacement face à l'intimidation.



Action LGBTQ avec les immigrantEs et les réfugiéEs

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Action LGBTQ avec les immigrantEs et les réfugiéEs (AGIR Montréal) au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

AGIR Montreal est une organisation caritative dont la mission est de soutenir les immigrant·es et réfugié·es LGBTQ+ à Montréal. En tant que seul organisme au Québec ayant le mandat de fournir des services d'accompagnement et de soutien à cette communauté, nous offrons une panoplie de services individuels, d'activités sociales et de formations.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat :

l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

Il nous apparaît donc crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations du Conseil québécois LGBT. AGIR soutient notamment les recommandations portant sur :

- L'identification et la reconnaissance des formes spécifiques d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+;
- L'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires;
- Le financement des organismes communautaires, particulièrement ceux desservant les populations marginalisées;



Action LGBTQ avec les immigrantEs et les réfugiés

- La formation des professionnel·les des services publics pour mieux répondre aux besoins spécifiques des communautés LGBTQI+ et des personnes migrantes.

Pour illustrer ces réalités, AGIR Montreal travaille à prévenir l'intimidation en offrant un accompagnement personnalisé à ses membres, souvent victimes de discrimination multiple liée à leur orientation sexuelle, identité de genre et statut migratoire. Toutefois, un manque de ressources financières et matérielles limite nos capacités à offrir des services suffisants pour contrer ces violences.

AGIR Montréal insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Osvaldo Arias

Directeur exécutif intérimaire

AGIR: Action lesbienne, gai, bisexuelle, trans et queer (LGBTQ) avec les immigrants et réfugiés

osvaldo@agirmontreal.org

438-408-0640

Montréal, le 6 décembre 2024

Objet : Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre vise à exprimer l'appui d'Aide aux Trans du Québec (ATQ) au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Fondée en 1980, ATQ est un organisme communautaire de première ligne ayant pour mission d'apporter de l'aide et de briser l'isolement des personnes trans, non binaires et en questionnement. Notre travail contribue à la démythification de la transidentité ainsi qu'à la promotion de l'égalité sociale, afin que les personnes trans, non binaires et issues de la pluralité des genres puissent participer activement à la société et s'épanouir.

Nous sommes membres du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent un constat commun : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous semble crucial que le nouveau plan tienne compte des recommandations formulées dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur :

- **L'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation vécues par les personnes LGBTQI+, et des lieux où elles se produisent;**
- **Le soutien et la sensibilisation envers les parents d'enfants LGBTQI+;**
- **Le financement des organismes communautaires.**

Ces recommandations correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

En tant qu'organisme de première ligne doté d'une expertise approfondie sur les enjeux des personnes trans et non binaires, nous sommes souvent la première porte à laquelle frappent les jeunes trans et non binaires subissant de l'intimidation en milieu scolaire, ou leurs parents, pour obtenir soutien et ressources. Nos moyens demeurent limités pour les accompagner adéquatement dans ce qu'ils ou elles vivent, et nos contacts avec les intervenant-es en milieu scolaire doivent encore être renforcés afin d'assurer un partage de connaissances et de bonnes pratiques.

ATQ insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,



Victoria F. Legault
Directrice générale

Aide aux Trans du Québec (ATQ)
1 (855) 909-9038, option 2
dg@aideauxtrans.com

Le 10 décembre 2024 à Montréal

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui des Archives gaies du Québec au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Les Archives gaies du Québec ont comme mission d'acquérir, de conserver et de diffuser tout document qui témoigne de l'histoire des associations et des individus LGBTQ2S+.

De promouvoir la diversité et l'inclusion des personnes LGBTQ2S+.

D'actualiser le contenu de ses collections sur tous les aspects de genre et de sexualité.

De promouvoir la recherche sur les minorités sexuelles et de genre et la reconnaissance de leurs riches contributions à l'histoire du Québec.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur le financement des organismes communautaires, la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire et finalement sur l'implantation de mécanismes de signalement et de suivi des actes d'intimidation car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Les Archives gaies du Québec insistent sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire ; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Pierre Pilotte

Coordonnateur des Archives gaies du Québec

(pierre.pilotte27@gmail.com)

Montréal, 11 décembre

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui du CALACS de l'Ouest-de-l'Île au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Le CALACS de l'Ouest de l'Île est un organisme féministe intersectionnel à but non lucratif qui lutte pour contrer les agressions à caractère sexuel. Il offre des services aux femmes, cis et trans, ainsi qu'aux personnes trans, bispirituelles ou non-binaires, et des services de prévention auprès de la communauté. Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation, notamment le comité de travail sur l'inclusion. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. L'intimidation et la cyberintimidation que vivent ces communautés augmente dramatiquement la prévalence des violences qu'elles subissent, en tout particulier celles sexuelles. Alors qu'on estime déjà qu'une personne trans sur deux sera victime d'une agression sexuelle au cours de sa vie, l'exposition quotidienne à ce type de discours normalise les comportements abusifs envers celles-ci. Or, les services disponibles de soutien pour ces populations sont très rares ou les équipes présentent des comportements tout aussi discriminatoires. C'est pourquoi nous souhaitons souligner l'urgence des recommandations présentées par le Conseil, notamment celle d'assurer l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires pour ces communautés, ainsi que la formation des professionnels des services publics.

Étant le seul CALACS de la région à avoir ouvert et adapté ses services aux personnes trans, non-binaires et bispirituelles, nous pouvons témoigner de la manière dont l'intimidation escalade souvent en violences sexuelles, tant du harcèlement que des agressions, pour celles-ci et à la rareté des ressources adaptées pour répondre à leurs besoins.

Le CALACS de l'Ouest insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,



Noah Benoit

Coordination de la transformation et de l'implication sociale



CENTRE
COMMUNAUTAIRE
LGBTQ+
DE MONTRÉAL

MONTREAL
LGBTQ+
COMMUNITY
CENTRE

2075, rue Plessis, Bureau 110
Montréal (Québec) Canada H2L 2Y4
514.528.8424 / info@ccglm.org

Montréal, le 9 décembre 2024

Mme Suzanne Roy, ministre de la Famille
600, rue Fullum, 7e étage
Montréal (Québec) H2K 4S7

Objet : Lettre d'appui au mémoire du *Conseil québécois LGBT*

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui du *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* au mémoire que le *Conseil québécois LGBT* dépose auprès du *Ministère de la Famille*, dans le cadre de l'élaboration de son prochain *Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation*.

Fondé en 1988, le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* est un point d'ancrage pour ses membres et un espace de vie où l'on offre des services récréatifs, socioculturels et humanitaires, qui favorisent le bien-être et améliorent la condition de vie des personnes issues des communautés de la diversité de genre et de sexualité (DGS).

Nous sommes membre du *Conseil québécois LGBT* et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 S'engager collectivement pour une société sans intimidation, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

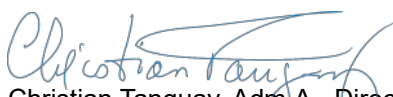
C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du *Conseil québécois LGBT*. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations suivantes, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain :

- L'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent
- L'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires

- Le soutien et la sensibilisation envers les parents d'enfants LGBTQI+
- Le financement des organismes communautaires
- La formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·e·s du primaire et du secondaire
- L'implantation de mécanismes de signalement et de suivi des actes d'intimidation

Le *Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal* insiste sur l'importance du mémoire présenté par le *Conseil Québécois LGBT* et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau *Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation*. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,



Christian Tanguay, Adm.A., Directeur général
christian.tanguay@cclgbtqplus.org | Tél. : 514-528-8424 poste 205
Centre communautaire LGBTQ+ de Montréal
2075, rue Plessis, bureau 110
Montréal (Québec) H2L 2Y4



Wendake, 10 décembre 2024

Objet : Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Cercle autochtone 2SLGBTQ+ (Cercle 2S Indigiqueer) au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

La mission du Cercle Indigiqueer du Québec est de créer un espace sécuritaire et inclusif permettant aux individus bispirituels de célébrer leurs identités, cultures et traditions uniques. Nous nous engageons à défendre les droits et le bien-être des communautés bispirituelles à travers la province, et à promouvoir la sensibilisation, la compréhension et l'acceptation des identités bispirituelles et indigiqueer.

Nous sommes membres du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, le financement des organismes communautaires et la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant-es du primaire et du secondaire, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Il est à noter qu'en plus de l'enjeu de la diversité sexuelle et du genre les gens que nous représentons ont également un enjeu d'identité culturelle à prendre en compte pour avoir accès à des services publics. En effet, les Premières Nations, Métis et Inuits sont souvent les cibles de discrimination dans les différents secteurs publics et sont également visés par l'intimidation de l'opinion publique médiatique.

Au cours des dernières années, nous avons été témoins de jugement, d'intimidation et de discrimination raciale dans les services publics tels que la sûreté du Québec, les services de santé dans des hôpitaux, ainsi que l'accès à des services d'urgences tels que des refuges pour les individus en situation d'itinérance.

Cercle autochtone 2SLGBTQ+ (Cercle 2S Indigiqueer) insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire ; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Vincent Jeannotte
Vincent Jeannotte (Il/lui)

Directeur général
Cercle autochtone 2SLGBTQ+
(Cercle 2S Indigiqueer)

250 rue de l'Érable
Wendake, Québec G0A 4V0
418-360-7901

Montréal, le 12 décembre 2024

Suzanne Roy, Ministre de la Famille
Ministère de la Famille
425, rue Jacques-Parizeau
Québec, Québec,
G1R 4Z1

Objet : Appui au mémoire déposé par le Conseil québécois LGBT dans le cadre de l'appel de mémoires pour contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Madame la Ministre,

Par la présente, la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'Université du Québec à Montréal souhaite apporter son soutien au mémoire déposé par son partenaire, le Conseil québécois LGBT, dans le contexte de l'appel de mémoires visant à préparer le plan de lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Depuis 2011, la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres (anciennement Chaire de recherche sur l'homophobie) associe des partenaires gouvernementaux, communautaires et universitaires souhaitant contribuer à la reconnaissance des groupes minorisés en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité ou expression de genre (OSIEG) par la production et la mobilisation de connaissances nécessaires à l'élaboration et à l'implantation de mesures, de programmes et de politiques publiques pour lutter efficacement contre les discriminations et les différentes formes d'exclusion, de dévalorisation et d'infériorisation de ces groupes.

La Chaire reconnaît l'importance du renouvellement du plan de lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation et soulève la pertinence de l'expertise du Conseil québécois LGBT en la matière. Le Conseil porte la voix de plus de 80 organismes à travers le Québec, ce qui lui confère une position privilégiée pour représenter la réalité vécue par tous les groupes minorisés en raison de leur OSIEG et proposer des recommandations qui tiennent compte des observations sur le terrain. La Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres est donc très enthousiaste d'appuyer ce mémoire qui s'avère complémentaire au sien.

Veuillez recevoir, Madame la Ministre, mes salutations les plus cordiales.



Martin Blais, Ph. D. (sociologie)
Titulaire, Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres
Professeur titulaire, département de sexologie, UQAM



Rimouski, le 6 décembre 2024.

OBJET : LETTRE D'APPUI AU MEMOIRE DU CONSEIL QUEBECOIS LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de La Débrouille au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

La Débrouille est un organisme communautaire autonome qui a pour mission de promouvoir et défendre les droits des femmes cis et des personnes trans victimes de violence entre partenaires intimes et de leurs enfants, de leur offrir des services d'aide et d'hébergement et de les accompagner dans leurs démarches de reprise de pouvoir sur leur vie. Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et

spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent, le financement des organismes communautaires et la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

La Débrouille insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations.



Marie NICOLAS

Coordonnatrice sociopolitique à La Débrouille

marien@ladebrouille.ca



Sainte-Thérèse, 10 décembre 2024

Objet : Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui du DISPENSAIRE – clinique de santé communautaire spécialisée en santé sexuelle, du Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville et du Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Le DISPENSAIRE, situé à Saint-Jérôme, soutient la grande région des Laurentides depuis plus de 35 ans. Notre clinique en santé communautaire à but non lucratif offre une réponse militante aux ITSS. Elle défend les droits à la santé et déploie des actions préventives, éducatives et sociales à une population vulnérable et marginalisée. Avec une vision populationnelle et non individuelle, nous prôtons une approche locale des problèmes de santé sexuelle d'une communauté vulnérable impliquant sa participation active à toutes les étapes. Notre raison d'être est d'accueillir inconditionnellement et sans jugement les individus aux prises avec des ITSS et promouvoir et mettre en œuvre une vision globale des soins médico-psycho-sociaux.

Depuis 1996, le Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville accompagne les jeunes de 15 à 35 ans dans leur cheminement socioprofessionnel et dans l'atteinte de leurs objectifs. Nous aidons les jeunes à trouver leur place dans la société et à évoluer dans le monde du travail pour qu'ils et elles s'épanouissent tant dans leur vie professionnelle que personnelle.

Le Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière est un organisme sans but lucratif ayant pour mission de promouvoir l'accès à la justice en favorisant la participation des personnes, par des services de soutien juridique gratuits, offerts en complémentarité avec les ressources existantes.

Alors que le Dispensaire et le CJE Thérèse-De Blainville collaborent depuis plus de dix ans pour développer et mettre en place de services pour les populations 2SLGBTQIA+ de la région des Laurentides, le Centre de justice de proximité s'est impliqué activement dans les services offerts aux populations LGBTQ+ depuis sa fondation en 2021.

À titre de membres du Conseil québécois LGBT (Dispensaire et CJE Thérèse-De Blainville) et en tant qu'organismes impliqués dans la mise en place de services pour les personnes de la diversité et de la pluralité des genres, nous participons régulièrement à des espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent ; l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires ; le financement des organismes communautaires ainsi que la formation des professionnel·les des services publics et des enseignant·es du primaire et du secondaire, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Remise en question de la validité de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres, commentaires sur la place des personnes trans et non-binaires dans l'espace public, violation des signes de fierté des diverses communautés 2SLGBTQIA+ sont des événements que nous observons de plus en plus dans le cadre de notre travail. De plus, face aux violences, qu'elles soient verbales, psychologiques ou physiques, les adultes mentionnent ne pas avoir les connaissances ou les outils pour intervenir dans de telles situations. Bien que nous ayons entre autres comme mandat de sensibiliser les jeunes à la diversité sexuelle et de genre, nous avons décidé de ne plus nous présenter dans les classes pour ne plus être victimes nous-mêmes des propos dénigrants et discriminatoires exprimés par rapport au vécu des personnes 2SLGBTQIA+.

Le Dispensaire, le Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville et le Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière insistent sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appellent à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Nous vous prions d'agréer nos plus sincères salutations.

 Olivier Shareck, T.S.

Olivier Shareck

Travailleur social et responsable des services 2SLGBTQ+
Carrefour Jeunesse-Emploi Thérèse-De Blainville

 Valérie Parisé

Valérie Parisé

Directrice générale

Le DISPENSAIRE, Clinique de santé communautaire

 Lara Gagnon

Lara Gagnon

Avocate et coordonnatrice aux opérations

Centre de justice de proximité de Laval-Laurentides-Lanaudière



Québec, 9 décembre 2025

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Divergenres au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Divergenres est un organisme communautaire féministe intersectionnel, par et pour les personnes trans binaires et non-binaires, qui oeuvre sur le territoire de la Capitale-Nationale. Divergenres a pour mission d'éduquer la population sur la pluralité des genres, d'offrir des services aux personnes en questionnement ou en transition et d'offrir des espaces bienveillants et accessibles aux personnes trans et leur entourage.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, le financement des organismes communautaires et la

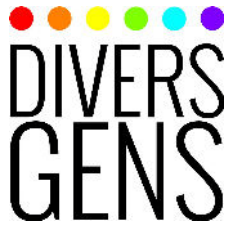


formation des professionnel.le. des services publics et en éducation car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Divergenres insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Responsable de la pédagogie et de la défense de droits en violence genrées



Granby, 10 décembre 2024

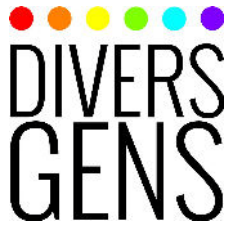
Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Divers-Gens au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Depuis près de 15 ans, Divers-Gens se démarque et bâtit sa réputation grâce à sa lutte contre l'homophobie et la transphobie dans la communauté estrienne. Divers-Gens répond présent à toutes les personnes, ainsi qu'à leurs proches, issues de la communauté 2SLGBTQIA+, âgées majoritairement entre 6 et 25 ans et vivant sur le territoire de la Haute-Yamaska ou de Brome-Missisquoi. Notre organisme a pour mission d'éduquer, de sensibiliser, de démystifier et de mettre en place toutes les ressources nécessaires pour faire face aux enjeux présents dans notre collectivité. Pour que nos actions d'hier et d'aujourd'hui puissent rendre le futur meilleur.

Nous sommes membres du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. **Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

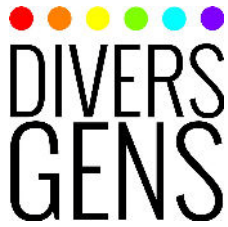


En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 S'engager collectivement pour une société sans intimidation, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent et celle sur la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant-es du primaire et du secondaire, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Tous les jours, nous sommes témoins d'acte d'intimidation. Parmi les exemples récemment vécus par nos jeunes, il y a eu des jappements envers des jeunes (tendance depuis un an sur Tik Tok), un jeune que nous avons en suivi s'est offert une pâtisserie pour animal, une personne trans s'est fait dire qu'elle n'était pas dans la bonne toilette, qu'elle n'avait pas d'affaire-là. Lors d'une journée pédagogique, il y avait un événement dans une école secondaire de notre région. Nous y tenions une activité d'éducation. Des jeunes nous ont rapporté que des drapeaux de la fierté se faisaient arracher, découper et même brûler. Des élèves qui n'utilisent volontairement pas les bons pronoms envers d'autre puisque ce serait «un manque de respect envers eux de se faire forcer à utiliser les bons pronoms» ou qui mentionne de vive voix aux personnes trans que «ça n'existe pas les personnes trans» ou qu'«ils doivent devenir normaux et s'adapter au reste des gens». Un dernier exemple vécu récemment est un élève fluide dans le genre qui s'est fait demander s'il s'identifiait comme une table aujourd'hui.

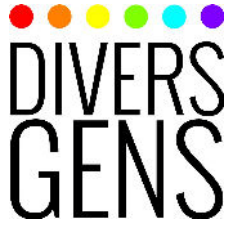
Malheureusement, cette intimidation et cette discrimination n'existent pas juste d'élève à élève. Nous avons des directions d'école qui demande au comité LGBTQ de l'école de ne pas faire de vague au point de ne



rien pouvoir faire au sein de l'école. De plus, lorsque nous allons faire des animations en classes, nous avons comme objectif de sensibiliser les élèves aux réalités des personnes 2SLGBTQIA+, malheureusement la plupart du temps, nous tombons dans un débat interminable, surtout en ce qui concerne les enjeux de la transidentité. Nous recevons souvent des propos du genre « c'est contre nature » « C'est de la maladie mentale » « Ce n'est pas normal, ça ne devrait pas exister ». Nous sommes aussi souvent confrontés à des propos transphobes et homophobes liés à une différence culturelle ou à des croyances religieuses. De plus en plus, la fermeture d'esprit, le manque d'empathie et la facilité des jeunes à nommer des propos violents sans gêne et même d'avoir des réactions de dégoût envers nous, nous empêchent de passer notre message, car nous nous retrouvons à argumenter pendant de longue minute. Cela crée des climats de classe tendus, les commentaires de certains jeunes sont violents pour les personnes qui animent, mais aussi pour les jeunes de la diversité qui sont assis dans la classe. Nous avons des intervenantes qui ont personnellement été traitées de «conne» et de «pétasse» par un élève. Après chaque animation, nous passons des évaluations. Voici certain commentaire retrouver sur un échantillon d'elle : «Fuck les gai, Fuck les LGBT», «inadéquat à l'école de parler de ça» et «c'est de la propagande». La violence n'est pas juste verbale, nous retrouvons fréquemment nos dépliants déchirés et lancés par terre. Souvent nos dépliants sont déchirés et lancés par terre.

Évidemment, nous ne laissons pas ces gestes passés sans rien faire. Nous offrons des rencontres d'aide en individuel aux personnes victimes, nous continuons notre travail de prévention et de sensibilisation, en repensant aussi la façon de le faire pour avoir plus d'impact. Toutefois, nos employé-e-s ressentent un sentiment d'impuissance. Cela a même poussé une employée en arrêt de travail. Nous avons donc besoin de soutien à de multiples niveaux. Tout d'abord, à la suite de la pandémie, nous remarquons une perte des habiletés sociales et de l'empathie, du respect et du savoir-être. Nos animations ne peuvent pas combler ses lacunes en plus de faire la sensibilisation sur les enjeux de la diversité. Nous avons aussi besoin de plus de ressources financières et matérielles pour garder nos ateliers de sensibilisation à jour et faire de la recherche et développement de pratique gagnante.

Divers-Gens insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et



la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Cédric Champagne

Codirecteur

213-170 Saint-Antoine Nord

Granby, QC, J2G 5G8

info@diversgens.org

(579) 488-8004

Chicoutimi, 11 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Diversité 02 au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Diversité 02 est un organisme sans but lucratif qui a pour mission d'intervenir et d'accompagner les personnes concernées par la diversité sexuelle et la pluralité des identités de genre (DSPG), en plus, de sensibiliser, d'informer et d'éduquer la population aux réalités de la DSPG. Nous sommes la référence centrale dans la grande région du Saguenay-Lac-Saint-Jean au sujet des enjeux touchant les personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, trans, queers, intersexes, bispirituelles et autres identités sexuelles et/ou de genre.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations

portant sur l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent ainsi que l'octroi de financement aux organismes communautaires LGBTQI+ pour prévenir et intervenir auprès des victimes, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Diversité 02 insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire ; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Roxanne Gervais

Directrice générale

Dgdiversite02@gmail.com

Diversite02.ca

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui d'Espace LGBTQ+ au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Espace LGBTQ + a pour mission de fournir aux organismes, destinées aux communautés LGBTQIA2S+, des conditions permettant d'améliorer leurs services. Par l'acquisition et la gestion de complexes communautaires, Espace LGBTQ+ participe à la mise en commun des ressources et des expertises.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent ainsi que

sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Espace LGBTQ+ insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. [Si désiré] Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.



Je vous prie d'agréer mes/nos plus sincères salutations,

Marie-Michèle Monssen

Direction générale, dg@espaceigbtqplus.org

Jeudi, le 12 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

Par la présente lettre, Fierté Montréal souhaite signifier son soutien au mémoire du Conseil québécois LGBT déposé auprès du ministère de la Famille dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Fierté Montréal a comme mission d'amplifier les voix des communautés de la diversité sexuelle et de genre (2SLGBTQIA+) afin d'assurer leur représentation, leur inclusion et la reconnaissance de leurs droits dans la société. À l'écoute et en collaboration avec les communautés 2SLGBTQIA+ et les organisations communautaires les desservant, Fierté Montréal met de l'avant les luttes et les réalités 2SLGBTQIA+ auprès du grand public et des institutions.

En tant que fière membre du Conseil québécois LGBT, Fierté Montréal participe régulièrement aux différents espaces de concertation où le constat entre les différents organismes 2SLGBTQIA+, peu importe leur secteur d'activité, est unanime : **l'intimidation et la cyberintimidation envers les communautés 2SLGBTQIA+ augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère via son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes 2SLGBTQIA+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il apparaît crucial pour Fierté Montréal que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Fierté Montréal appuie tout particulièrement les recommandations portant sur **le financement des organismes communautaires** ainsi que **l'implantation de mécanismes de signalement et de suivi des actes d'intimidation**. D'une part, une augmentation de l'aide financière au secteur communautaire 2SLGBTQIA+ est essentiel pour garantir le déploiement à grande échelle d'activités de sensibilisation et pour consolider les services d'aide aux victimes d'intimidation et de cyberintimidation. D'autre part, définir un mécanisme clair et accessible de signalement des actes d'intimidation contribue à renforcer la confiance des victimes envers les services d'aide, à répertorier l'ampleur du phénomène et à se doter de manière proactive d'outils visant à prévenir la répétition de tels comportements.

Par ailleurs, la plus récente édition du Festival Fierté Montréal, s'étant déroulée du 1^{er} août au 11 août 2024, a été tristement marquée d'une vague de violence en ligne et de cyberintimidation à l'égard de l'organisation et de ses employé-e-s. Alors que ces situations étaient anecdotiques dans les années précédentes, l'ampleur des commentaires haineux et du cyberharcèlement reçus à l'été 2024 demeure préoccupante, marqués en majorité par des commentaires homophobes et transphobes,

prenant parfois la forme de menaces de mort – ce qui a nécessité en conséquence certains signalements aux autorités.

Fierté Montréal est enchantée de soutenir le mémoire présenté par le Conseil québécois LGBT et encourage le ministère de la Famille à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Fierté Montréal demeure à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire.


Veillez agréer l'expression de nos plus sincères salutations.



Guillaume Perrier (il, lui)

Responsable, Développement communautaire | Fierté Montréal

gperrier@fiertemontreal.com | 514 903-6193 x 3533



Simon Gamache (il, lui)

Directeur général | Fierté Montréal

sgamache@fiertemontreal.com | 514-714-2884

Montréal, 6 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui du GRIS-Montréal au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration du prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Le GRIS-Montréal a pour mission de démystifier l'orientation sexuelle et l'identité de genre auprès de différents publics, particulièrement en milieu scolaire. Le modèle du GRIS est basé sur le témoignage de personnes LGBTQ+ (lesbiennes, gais, bisexuelles, trans, queers, et autres) qui partagent leur vécu et qui répondent aux questions qui leur sont posées. En 2023-2024, nos bénévoles ont réalisé 934 interventions, rejoignant près de 25 000 personnes.

Le GRIS-Montréal est membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, participe régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. En tant qu'organisme très étroitement impliqué avec les établissements scolaires, nous tenons à souligner tout particulièrement la nécessité d'offrir une formation systématique à l'ensemble des enseignant-es du primaire et du secondaire, en formation initiale ou complémentaire.



Le GRIS-Montréal insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Directrice de la recherche
GRIS-Montréal
Tél. 514-590-0016
Courriel. gabrielle.richard@gris.ca

Québec, 11 décembre 2024

Objet : Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de GRIS-Québec au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Nous sommes un organisme œuvrant dans la région de la Capitale-Nationale travaillant à la promotion d'une image positive des personnes de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres, notamment via des ateliers de sensibilisation en milieu scolaire et la tenue de notre milieu jeunesse (12-25), l'Accès.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant-es du primaire et du secondaire, l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires ainsi que l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières



d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Les jeunes qui participent à nos activités jeunesse, notamment au sein de notre milieu jeunesse l'Accès, rapportent de façon quasi hebdomadaire des situations d'intimidation, que ce soit en milieu scolaire ou en ligne. L'intimidation envers les jeunes de la DSPG (diversité sexuelle et pluralité des genres) a considérablement évolué ces dernières années. Si auparavant elle se manifestait principalement par des commentaires à caractère implicite, elle est aujourd'hui souvent directe, verbale et physique. Les jeunes subissent des agressions dans les salles de bain, des bousculades, ou encore des insultes explicites visant leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

Ces situations sont amplifiées par un manque criant de soutien dans les milieux scolaires. Les professionnel·les enseignant·es et non-enseignant·es se sentent souvent démunis face à ces réalités, par peur d'intervenir de manière inappropriée, de réactions parentales ou, dans certains cas, par désintérêt. Des directions scolaires ont même refusé de reconnaître la nature transphobe de certaines agressions signalées. Peu d'adultes sont perçus comme sécuritaires, et ceux qui le sont ne sont souvent pas suffisamment visibles.

Dans ce contexte, notre organisme joue un rôle essentiel en offrant du soutien aux jeunes et à leurs proches. Nous les écoutons, les accompagnons dans le dépôt de plaintes auprès des écoles, et les outillons pour entreprendre ces démarches complexes. Par ailleurs, nous développons un guide pratique destiné aux "spectateurs" d'intimidation – qu'il s'agisse d'enseignant·es, de parents, d'ami·es ou de membres du personnel scolaire – pour les aider à intervenir efficacement. Cependant, ce travail exige des intervenant·es compétent·es capables de naviguer le système scolaire, ainsi qu'un investissement important en temps et en ressources.

Le GRIS-Québec insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Sam Caza

Direction Générale du GRIS-Québec
418-523-5572 | direction@grisquebec.ca



Montréal, le 6 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Geipsi au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Geipsi est un organisme de prévention, d'accompagnement, d'entraide et de rétablissement auprès des adultes concernés par l'intersection entre VIH, VHC et précarité de logement. Les personnes LGBTQI+ étant particulièrement à risque de vivre des enjeux au niveau du logement, du VIH et du VHC, nous sommes particulièrement concernés par les discriminations et les violences vécues par ces communautés.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, Le financement des organismes communautaires, La formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.



Geipsi insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire ; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Charlie Hudon

Charlie Hudon (elle/il, accords alternés)

Intervenant.e en sexologie chez Geipsi

charlie@geipsi.ca

(438) 526-7432

1223 Rue Ontario E, Montréal, QC H2L 1R5

Temporairement situé au Centre de soir Denise Massé, 1713 Atateken, Montréal, H2L 3L4

Sherbrooke, le 9 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui d'I.R.I.S Estrie au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

I.R.I.S Estrie est un organisme communautaire qui œuvre dans la région de l'Estrie depuis 1988. Notre mission est la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang et la prévention des surdoses autant auprès de populations prioritaires que de la population générale.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, la formation des professionnel·les des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire et le financement des organismes communautaires et l'implantation de mécanismes



de signalement et de suivi des actes d'intimidation, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

I.R.I.S Estrie insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

L'équipe d'I.R.I.S Estrie

819 823-6704

info@irisestrie.org

Saint-Hyacinthe, le 11 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Jeunes Adultes Gai-e-s (JAG) au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Le JAG offre des services pour toute personne de la Montérégie touchée de près ou de loin par la diversité affective, sexuelle et de genre, ou en questionnement. Notre offre de service se découpe principalement en trois volets, soit des rencontres individuelles, des rencontres de groupe, ainsi que des ateliers et formations adaptés aux milieux scolaires et professionnels. Nous sommes d'ailleurs très présent-es dans les milieux scolaires de la Montérégie.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.


C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur 1. l'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent ; 2. l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires ; et 3. la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant-es du primaire et du secondaire, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Pour vous donner un exemple, nous avons remarqué dans une école secondaire de la région que les jeunes LGBTQI+ n'ont pas beaucoup d'espaces sécuritaires où ils peuvent être elleux-mêmes, car ils sont souvent victimes d'actes LGBTQIphobes dans les espaces communs. En fait, le seul espace sécuritaire qu'ils ont est le comité LGBTQI+ de l'école, à raison d'un dîner par cycle scolaire (chaque 9-10 jours). Lors du dernier 17 mai, ce même milieu scolaire a vu son drapeau aux couleurs LGBTQI+ être arraché des murs, et ce, seulement 30 minutes après y avoir été accroché. Ce cas n'est qu'un parmi d'autres que nous avons pu observer.

Par ailleurs, la violence est parfois dirigée envers nos intervenant·es sur place, allant de commentaires déplacés jusqu'à des gestes simulant des actes violents graves. La surcharge émotionnelle en lien avec le travail que nous faisons est présentement partagée par une petite équipe de 6 intervenant·es qui doivent desservir un territoire énorme avec une population comparable avec celle de Montréal, soit 1.5M d'habitant·es. Faute de financement adéquat, il nous est impossible d'augmenter nos effectifs à l'heure actuelle.

C'est pourquoi le JAG insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Je reste à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec moi aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,



Dominique Théberge, directeur général
direction@lejag.org | 450 774-1349

11 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Jeunesse Idem, au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Jeunesse Idem est un organisme communautaire qui vise à améliorer la qualité de vie des jeunes de 7 à 35 ans gais, lesbiennes, bisexuels-les, Trans et en questionnement ainsi que de sensibiliser la population de la région de l'Outaouais face aux réalités de la diversité des orientations sexuelles et de la pluralité de genres.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur les différents thèmes suivants, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

- L'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent
- L'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires
- Le soutien et la sensibilisation envers les parents d'enfants LGBTQI+
- Le financement des organismes communautaires
- La formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire
- L'implantation de mécanismes de signalement et de suivi des actes d'intimidation

Jeunesse Idem insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,



Erik Bisson
Directeur général



Montréal, 9 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Jeunesse Lambda au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Jeunesse Lambda est un organisme communautaire créé et géré par, pour et avec des jeunes de la communauté LGBTQIA+ (diversité sexuelle et de genre) âgés de 14 à 30 ans dans la région de Tio'tia:ke - Montréal. Nous visons à cocréer un espace de socialisation sécuritaire incluant une offre de services diversifiées afin de soutenir nos membres dans différentes sphères de leur vie.

Nous sommes membres du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, le soutien et la sensibilisation envers les parents d'enfants LGBTQAI+, le financement des organismes communautaires et la formation des professionnel·les des services publics, car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.



À Jeunesse Lambda nous travaillons activement au soutien des personnes de notre communauté vivant de l'intimidation. Nous offrons différents services visant à offrir un espace sécuritaire afin d'aborder les enjeux affectant nos membres. Par exemple, nous offrons annuellement des ateliers de groupe visant à susciter le soutien entre pairs au sujet de la rentrée scolaire. Le découragement, la peur, la tristesse et l'indignation sont des sentiments trop souvent nommés dans ces groupes en appréhension à cette étape difficile. Au courant de l'année, notre service d'écoute active individuelle est très souvent sollicité afin d'adresser des situations d'intimidation et de cyberintimidation en lien avec l'identité de genre et l'orientation sexuelle ainsi qu'à l'intersection de diverses oppressions vécues dont le racisme, la xénophobie, le capacitisme et bien d'autres. Nous déplorons l'inaction et l'indifférence d'encore trop de professionnel.les en milieu scolaire, rapportée par nos membres.

Jeunesse Lambda insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,

Lou Beaulieu-Larouche (ol/y/iel)

Coordo à l'intervention à Jeunesse Lambda

LES3SEX*

Sexe. Sexualité. Sexologie.

Montréal 10 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

Par la présente, Les 3 sex* souhaite apporter son appui au mémoire déposé par le Conseil québécois LGBT dans le cadre de l'élaboration du prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Les 3 sex* est un organisme de bienfaisance dédié à la défense des droits sexuels et de la santé sexuelle. Nous mobilisons la population autour d'enjeux sexologiques grâce à des initiatives de diffusion, de sensibilisation et d'éducation ciblant particulièrement les femmes et les personnes de la diversité sexuelle et de genre.

Membre actif du Conseil québécois LGBT, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation et constatons un consensus clair : l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.

Malgré les efforts concrets de votre ministère, notamment avec le Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et accrues d'intimidation et de cyberintimidation/cyberviolence. Plus de 70 % des personnes LGBTQI+ déclarent avoir été attaquées ou harcelées en ligne¹, tandis que 50 % rapportent avoir subi du harcèlement sexuel en ligne². De plus, 35 % des jeunes LGBTQI+ intimidé.e.s en ligne mentionnent des idées suicidaires liées à cette cyberintimidation³.

Il est donc essentiel que le nouveau Plan d'action intègre les recommandations du mémoire du Conseil québécois LGBT. En cohérence avec notre mission, nous soutenons particulièrement les recommandations portant sur :

- **Identification et reconnaissance** des formes spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation envers les personnes LGBTQI+ et des lieux où elles surviennent ;
- **Accès à des lieux inclusifs et sécuritaires**, tant réels que numériques ;
- **Mécanismes de signalement et de suivi** des actes d'intimidation et de cyberintimidation ;
- **Formation des professionnel·les** des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire sur ces enjeux.

Luttons pour les droits sexuels et la santé sexuelle.

LES3SEX*

Sexe. Sexualité. Sexologie. _____

Notre recherche-action, menée avec OXFAM-Québec dans le cadre du programme *Pouvoir Choisir*, a permis de recueillir les témoignages de jeunes de 15 à 21 ans. Ils/elles/iels ont souligné que l'omniprésence du numérique entraîne des formes de cyberintimidation et de cyberviolence qui limitent leurs possibilités de vivre une intimité saine. Les jeunes LGBTQI+ ou en questionnement se sentent particulièrement vulnérables, redoutant les conséquences des partages numériques non sollicités au sein de leur milieu scolaire.

Malgré leur résilience, ces jeunes vivent des réalités alarmantes et oppressantes. Comme l'illustre Chloé*, une élève de secondaire :

« En secondaire 1, 2, 3, il y a des personnes qui choisissent de parler de sexualité, de ce que c'est être homosexuel.le ou trans. Mais souvent, les profs ou les intervenant.e.s ne savent pas comment aborder le sujet, et c'est là que l'homophobie commence. Puis en secondaire 4, 5, les drapeaux LGBTQ sont arrachés, jetés dans les toilettes ou les poubelles. Quand des personnes compétentes arrivent enfin pour en parler, les jeunes ne les écoutent plus, leurs idées sont déjà faites. »

Nous insistons sur l'importance cruciale du mémoire du Conseil québécois LGBT et vous encourageons à en intégrer les recommandations dans le prochain Plan d'action. Nous demeurons disponibles pour toute question ou demande d'information supplémentaire. N'hésitez pas à nous contacter aux coordonnées ci-dessous.

Veuillez recevoir nos salutations les plus sincères,



Estelle Cazalais

Sexologue, Directrice du volet Éducation - Les 3 sex*

estelle.cazalais@les3sex.com

438-886-5076.

1. Turner, S. (18 novembre 2024). *Most LGBTQ are Cyberbullied. Here's How to Stay Safe Online*. vpnMentor. <https://www.vpnmentor.com/blog/lgbtq-guide-online-safety/>
2. *Ibid.*
3. Varjas, K., Meyers, J., Kiperman, S., & Howard, A. (2012). Technology Hurts? Lesbian, Gay, and Bisexual Youth Perspectives of Technology and Cyberbullying. *Journal of School Violence*, 12(1), 27–44. <https://doi.org/10.1080/15388220.2012.731665>

* Prénom fictif

_____ Luttons pour les droits sexuels et la santé sexuelle.

2019 Moreau, Suite 509
Montréal, Qc, H1W 2M1

facebook.com/les3sex
instagram.com/les3sex

info@les3sex.com
www.les3sex.com

Montréal, 07 Décembre 2024

Objet : Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de QueerTech au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

QueerTech est un organisme pan canadien basé au Québec, dédié à soutenir et à connecter la communauté 2SLGBTQ+ dans le secteur des technologies. Notre mission est de créer un écosystème technologique inclusif en brisant les barrières, en développant des espaces sécuritaires et en favorisant l'inclusion et l'épanouissement des personnes queer dans l'industrie tech.

Nous sommes membres du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant·es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur :

- L'identification et la reconnaissance des formes spécifiques et particulières d'intimidation que vivent les personnes LGBTQI+, et des lieux où ces formes d'intimidation se produisent,
- L'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires,
- Le financement des organismes communautaires, et
- La formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant·es du primaire et du secondaire.

QueerTech s'engage activement à lutter contre l'intimidation en créant des espaces inclusifs et sécuritaires dans l'écosystème technologique, en favorisant des opportunités de mentorat et de réseautage, et en connectant les membres de la communauté 2SLGBTQ+ à des ressources et à des partenaires clés. À travers nos programmes et initiatives, nous cherchons à renforcer l'inclusion et à briser les barrières pour permettre à chaque individu de s'épanouir dans un environnement respectueux et équitable. Cependant, pour maximiser notre impact et prévenir efficacement ces actes, des ressources supplémentaires, notamment en financement et en partenariats stratégiques, sont essentielles.

QueerTech insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire; n'hésitez pas à communiquer avec nous aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Naoufel Testaouni

Naoufel Testaouni
Directeur Générale
QueerTech

11 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui du Réseau des lesbiennes du Québec au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Le Réseau des lesbiennes du Québec est un organisme d'action communautaire autonome qui défend collectivement les droits des femmes et des personnes des communautés lesbo-queers, afin d'amplifier leurs voix et leur visibilité pour leur permettre d'exister pleinement.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT.

Le Réseau des lesbiennes du Québec insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation.

Je vous prie d'agréer nos plus sincères salutations,



Cynthia Eysseric
Directrice Générale par interim
Dg@rlq-qln.ca
450-660-0073

Trois-Rivières, 10 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Trans Mauricie Centre-du-Québec au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Trans Mauricie Centre-du-Québec est un organisme qui accompagne et soutient toute personne trans, non-binaire ou en questionnement (TNBQ) ainsi que leur entourage. L'organisme offre également des formations et des conférences aux milieux souhaitant se sensibiliser et respecter les droits des personnes TNBQ.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT. Nous appuyons tout particulièrement les recommandations portant sur l'accès à des lieux inclusifs et sécuritaires, le soutien et la sensibilisation envers les parents d'enfants LGBTQI+, le financement des organismes communautaires, la formation des professionnels des services publics (santé, services sociaux, éducation, justice) et des enseignant-es du primaire et du secondaire ainsi que l'implantation de mécanismes de signalement et de suivi des actes d'intimidation car elles correspondent à ce que nous observons sur le terrain.

Notre organisme accompagne plusieurs jeunes du secondaire qui vivent des situations d'intimidation en lien avec leur transidentité. Pour plusieurs, les toilettes et les vestiaires sont les lieux privilégiés par les personnes intimidatrices. Nos jeunes y vivent de la violence verbale (insultes), physique (tête dans le lavabo, se faire pousser ou



même sortir de force des lieux) et sexuelle (plusieurs rapportent que d'autres élèves ont tenté et parfois même réussi à baisser leur pantalon). L'organisme doit parfois déposer des plaintes au protecteur de l'élève avec les parents afin que les situations soient adressées et corrigées puisque les directions sont inactives, malgré les plans contre l'intimidation en place dans les milieux scolaires.

Nous travaillons également avec le GRIS Mauricie Centre-du-Québec et le BLITSS au développement d'un guide-outil pour répondre à l'intimidation LGBTphobe. Ce travail, ajouté à nos tâches habituelles, découle d'une demande de plusieurs personnes intervenantes dans le réseau scolaire qui ont sonné la cloche sur la montée de la haine et leur sentiment d'incompétence afin de bien l'adresser et la contrer. Ces personnes intervenantes mentionnent également se sentir peu soutenues et accompagnées par leur direction.

Du côté de notre organisme, nous ne pouvons plus promouvoir nos événements ou nos levées de fonds sans devoir gérer des menaces envers l'équipe de travail ou un déferlement de commentaires haineux et violents sur nos réseaux sociaux. Malgré des plaintes à la police, rien n'a été fait. Nous avons dû revoir nos procédures d'accompagnement afin d'assurer la sécurité de notre équipe de travail.

Trans Mauricie Centre-du-Québec insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation. Nous restons à votre disposition pour répondre à toute question ou demande d'information supplémentaire ; n'hésitez pas à communiquer avec moi aux coordonnées fournies ci-dessous.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Mykaell Blais

Directeur général

dg.transmcdq@gmail.com

581-985-9567 (merci de ne pas partager ce numéro)

Références

Blais, M., St-Pierre, M., Baiocco, M., Philibert, M., Chamberland, L. (2022). *Portrait régional de la vitalité des ressources LGBT+ au Québec*. Montréal : Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres et Conseil québécois LGBT.

Prokopenko, E., & Hango, D. (2022). *Victimisation par intimidation chez les jeunes de la diversité sexuelle et de genre au Canada*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2022001/article/00010-fra.pdf>

International Panel on the Information Environment. (2023, 7 juillet). *Trends in the Global Information Environment: Expert Survey Results*. https://cdn.prod.website-files.com/643ecb10be528d2c1da863cb/67527542e822c45930e81a40_Trends%20in.pdf

International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association. (2023). *Gender disinformation in the context of LGBTI communities* (Soumission au Rapporteur spécial sur la liberté d'expression et d'opinion). https://archive.ilga.org/downloads/submission_SR_FoE_gendered_disinformation.pdf

Institut d'errecherches et d'informations scioéconomiques. (2022). *Portrait du financement des groupes LGBTQ+ au Québec*. Institut de recherche et d'informations socioéconomiques. https://iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2022/01/Financements-groupes-LGBTQ-web_V6.pdf

Khan, Irene. (2023, 7 août). *Rapport : Questionnaire « Liberté d'expression et la dimension de genre de la désinformation »*. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n23/233/66/pdf/n2323366.pdf>

Notes de fin

ⁱ Institut national de santé publique du Québec. (2019, 15 mai). L'intimidation vécue par les personnes de la diversité sexuelle ou de genre. <https://www.inspq.qc.ca/intimidation/personnes-de-la-diversite-sexuelle-ou-de-genre>

ⁱⁱ Association féministe d'éducation et d'action sociale. (2021). Violence invisible aux lourdes conséquences: la cyberintimidation. <https://www.afeas.qc.ca/wp-content/uploads/2021/09/doc-informatif-cyberintimidation2021.pdf>

ⁱⁱⁱ Sécurité publique Canada. (2018). Aperçu des approches de lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation, p. 3-4. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2018-ddrss-bll yng-cybrbll yng/2018-ddrss-bll yng-cybrbll yng-fr.pdf>

^{iv} « La désinformation sur le genre [*gender disinformation*] consiste à partager, de manière intentionnelle, des discours faux à propos du genre afin de causer du tort, notamment en s'appuyant sur la misogynie et des stéréotypes sociaux. La notion de désinformation se concentre sur l'acte du partage de l'information, le contenu partagé et instrumentalisé pour nuire, l'acteur responsable et l'objectif recherché – pas nécessairement les conséquences de l'information sur une personne ou un groupe spécifique (comme c'est le cas dans le contexte des discours haineux). » (ILGA 2023, p. 2, traduction libre)

^v IPIE (2023, p. 21). Il faut aussi souligner qu'en 2023, le panel international d'expert·es sur l'environnement de l'information a inclus la désinformation sur le genre dans le « top 5 » des sources de mésinformation les plus dangereuses (IPIE 2023, p. 19).

^{vi} Voir, par exemple: Murero. M. (2023). Coordinated inauthentic behavior: An innovative manipulation tactic to amplify COVID-19 anti-vaccine communication outreach via social media (*Front. Sociol.* 8:1141416).

^{vii} Voir, par exemple: Silverman, C., R. Talbot, JeQ Kao et A. Klühspies. (2022, 29 octobre). How Google's Ad Business Funds Disinformation Around the World. ProPublica. <https://www.propublica.org/article/google-alphabet-ads-fund-disinformation-covid-elections>

^{viii} Voir, par exemple: Lopez, C. 2020, 8 juillet. Pièges technologiques et désinformation. Agence Science Presse. <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/covid-19-depister-desinfo/2020/07/03/pieges-technologiques-desinformation>

^{ix} Nous renvoyons, à ce sujet, aux travaux de la Chaire de recherche du Canada en prévention de la radicalisation violente (Cécile Rousseau) et aux travaux de la Chaire UNESCO-PREV (co-titulaires : David Morin et Marie-Ève Carignan).

^x Par exemple, la Ligue des droits et libertés souligne les risques de dérive liés à l'usage de plus en plus fréquent de la clause dérogatoire (LDL 2024, p. 8). <https://liguedesdroitsqc.org/ldl-qc-preoccupee-par-les-atteintes-au-droit-a-leducation-dans-la-region-de-quebec/>

Montréal, le 6 décembre 2024

Objet: Lettre d'appui au mémoire du Conseil québécois LGBT

À l'attention de l'Honorable Suzanne Roy, ministre de la Famille,

La présente lettre est pour donner l'appui de Gai et Gris Montréal (Gay and Grey Montréal) au mémoire que le Conseil québécois LGBT dépose auprès du ministère de la Famille, dans le cadre de l'élaboration de son prochain Plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Notre association sert une population d'expression anglaise aînés Queer à Montréal et ses environs. Nous entreprenons des activités sociales et éducatifs avec l'objectif de briser l'isolement de nos membres. Nous créons des espaces où nos membres peuvent s'exprimer sans gêne et sans peur des représailles.

Nous sommes membre du Conseil québécois LGBT et, à ce titre, nous participons régulièrement à ses espaces de concertation. Nous constatons que les représentant-es des organismes LGBTQI+ de partout au Québec partagent le même constat : **l'intimidation et la cyberintimidation envers nos communautés augmentent à un rythme alarmant.**

En effet, malgré les efforts concrets déployés par votre Ministère à travers son Plan d'action concerté 2020-2025 *S'engager collectivement pour une société sans intimidation*, force est de constater que les personnes LGBTQI+ subissent des formes particulières et spécifiques d'intimidation et de cyberintimidation, et que celles-ci sont de plus en plus violentes et fréquentes.

C'est pourquoi il nous apparaît crucial que le nouveau Plan tienne compte des recommandations émises dans le mémoire du Conseil québécois LGBT.

Notre groupe vit des situations de harcèlement sur les réseaux sociaux et celle-là à plusieurs reprises et nos membres constatent qu'il existe toujours des situations de discrimination en lien avec des services sociaux et communautaires. Il est important que les organismes 2S LGBTQAI+ qui ont comme mandat la défense des droits reçoivent un financement adéquat pour assurer leur pérennité. Ainsi pour les groupes comme le notre qui soutiennent une communauté qui est souvent oubliée ou négligée.



Gai et Gris Montréal insiste sur l'importance du mémoire présenté par le Conseil Québécois LGBT et vous appelle à intégrer ses recommandations dans le nouveau Plan de lutte gouvernemental contre l'intimidation et la cyberintimidation

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Ada Sinacore, PhD

Président, conseil d'administration